La Conférence mondiale des peuples

Partage international nº 262 – Juin 2010

Quelques 35 000 personnes - dont des militants écologistes et des groupes indigènes provenant de 140 nations ainsi que des responsables gouvernementaux de 56 pays - se sont réunies en avril 2010, à Cochabamba (Bolivie), pour la Conférence mondiale des peuples sur les changements climatiques et les droits de la Terre-Mère. Le sommet était organisé par Evo Morales, le président bolivien, pour donner une chance de faire entendre leur voix à ceux qui sont les plus touchés par le changement climatique. La conférence a cherché à pousser les gouvernements à prendre des mesures plus ambitieuses que celles qui ont été prises lors des négociations sur le climat qui se sont tenues en décembre à Copenhague et qui furent largement considérées comme inefficaces.

Les participants ont adopté un Accord des peuples basé sur les discussions de nombreux groupes de travail. Parmi ses recommandations, l'accord prévoit :

– les pays développés doivent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 50 % en 2020 par rapport aux niveaux de 1990 ;

– les pays développés doivent consacrer au moins 6 % de leur Produit intérieur brut à l'atténuation des effets du changement climatique et aux efforts d'adaptation ;

– l'augmentation de la température mondiale doit être limitée à 1° Celsius ;

– la création d'un Tribunal international du climat et de la justice environnementale chargé de poursuivre les nations, les entreprises et les personnes qui portent atteinte au climat ;

– l'approbation d'une Déclaration universelle des droits de la Terre-Mère ;

– la protection des migrants climatiques ;

– la pleine reconnaissance de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

Evo Morales a présenté l'Accord des peuples au secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-Moon, et a appelé l'Onu à utiliser ce document comme une base de travail lors des prochaines négociations sur le changement climatique qui se tiendront à Cancun, au Mexique, en 2010.

Bolivie
Sources : DemocracyNow.org ; un.org ; The Business Times, Singapour mercopress.com
Thématiques : environnement
Rubrique : Les priorités de Maitreya